

VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 24 septembre 2025

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Bonjour à tous, c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

En ouverture de cette conférence de presse, je souhaite rendre hommage, au nom de la MINUSCA, à nos cinq collègues Casques bleus victimes d'un tragique accident de la route survenu mardi dernier à 35 km au nord-est de Damara, dans la préfecture d'Ombella-M'Poko. Le bilan est lourd : quatre morts, un disparu et deux blessés.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a exprimé sa profonde tristesse. Elle a déclaré qu'il s'agissait d'un « *moment particulièrement douloureux pour la Mission* » et que ses « *pensées allaient en premier lieu à nos chers disparus, morts au service de la paix* ». La Cheffe de la Mission a adressé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes, au Gouvernement et au peuple de la République du Congo et a souhaité un prompt rétablissement aux deux policiers blessés.

Dans un communiqué publié samedi, le Secrétaire général des Nations Unies a rendu « *hommage au dévouement des soldats de la paix des Nations Unies qui continuent de servir dans les environnements les plus difficiles* ». Il a réaffirmé « *sa profonde gratitude pour l'engagement et le sacrifice des hommes et des femmes qui servent au sein de la MINUSCA pour la cause de la paix en République centrafricaine* ».

Dès l'annonce de l'accident, la Mission a mobilisé toutes ses ressources disponibles pour porter secours aux cinq soldats de la paix portés disparus, qui étaient tous membres d'une unité de police constituée de la République du Congo. Toutes les composantes de la MINUSCA -la Force, la Police et les personnels civils- se sont unies pour retrouver nos collègues. Nous avons aussi reçu le soutien indéfectible des autorités et des Forces de défense et de sécurité centrafricaines ainsi que de la communauté locale des piroguiers et des pêcheurs dont la connaissance du terrain a été déterminante pour retrouver les corps de quatre Casques bleus.

Des plongeurs professionnels camerounais ont également été dépêchés sur place. Cette solidarité envers nos Casques bleus et cet élan de générosité nous ont profondément touchés. C'est le message que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine est en train de transmettre, au moment où je vous parle, à Bambari où une cérémonie officielle est organisée pour honorer la mémoire des Casques bleus disparus, qui étaient basés dans cette ville de la préfecture de la Ouaka.

Le débat général de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est ouvert hier à New York et se poursuivra jusqu'à lundi prochain, le 29 septembre. Ce rendez-vous annuel réunit les chefs d'État et de gouvernement du monde entier, parmi lesquels le Président Faustin-Archange Touadéra.

Le Chef de l'État centrafricain a tenu une réunion bilatérale ce lundi avec le Secrétaire général des Nations Unies. Ils ont échangé sur les efforts en vue de consolider les progrès accomplis dans la mise en œuvre du processus de paix et sur la préparation des élections à venir, avec l'appui de la MINUSCA. Le Secrétaire général a réaffirmé le soutien indéfectible des Nations Unies à la République centrafricaine.

Un évènement de haut niveau consacré à la République centrafricaine est prévu ce mercredi à l'initiative du Gouvernement italien et de la Communauté de Sant'Egidio. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix prononcera un discours à cette occasion ; nous le partagerons dès que disponible.

Le thème du débat général de cette année est : « *Mieux ensemble : plus de 80 ans au service de la paix, du développement et des droits humains* ». Un message amplifié par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, selon lequel « *il y a 80 ans, sur les ruines laissées par la guerre, le monde a fait germer l'espoir. Une Charte, une vision, une promesse : la paix est possible lorsque l'humanité fait bloc* ».

Cette quête de la paix, qui est la raison d'être des Nations Unies et de notre présence ici en République centrafricaine, a été célébrée ce dimanche dans le monde entier. Dans son message diffusé à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le Secrétaire général a rappelé que la paix était « *l'affaire de tous* » et qu'il était temps de « *faire taire les armes* » et de « *mettre fin à la souffrance, de bâtir des ponts et d'instaurer la stabilité et la prospérité* ». Antonio Guterres a également appelé à « *mettre fin au racisme, à la déshumanisation et à la désinformation, qui attisent les conflits* » en nous engageant « *à adopter le langage du respect et à ouvrir notre cœur aux autres* ».

Plusieurs manifestations, soutenues par le Fonds de consolidation de la paix et la MINUSCA, ont été organisées en République centrafricaine pour célébrer cette journée. A **Bangui**, une table ronde diffusée sur Radio Guira a réuni des organisations nationales et internationales engagées pour la paix en Centrafrique. Les participants ont partagé les résultats concrets de leurs actions, en citant par exemple les activités du comité local de paix et de réconciliation du 3^e arrondissement en faveur de la libre-circulation des biens et des personnes.

A **Bouar**, une marche pacifique a traversé la ville et un concert ainsi qu'un match de basketball paralympique ont été organisés. A **N'délé**, 150 personnes, dont 55 femmes, ont participé à une sensibilisation aux valeurs de la paix co-organisée par la MINUSCA et le Comité local pour la paix et la réconciliation. A **Birao**, une émission radiophonique publique a rassemblé plus de 500 personnes autour d'échanges sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Des activités similaires ont eu lieu à **Baoro**, **Bangassou** et **Bossangoa**.

117 combattants du groupe armé 3R ont été désarmés et démobilisés la semaine dernière à Sanguéré-Lim dans la préfecture de l'Ouham. Les opérations, menées par l'Unité d'exécution du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (UEPNDDRR), bénéficient du soutien habituel de la MINUSCA, qu'il s'agisse de la planification, du déploiement des agents et du matériel, de la sécurisation du site, de la certification des ex-combattants ainsi que de la remise des kits de démobilisation et d'un pécule.

Direction la Vakaga où la MINUSCA met activement en œuvre son mandat de protection des civils. La Force de la Mission a renforcé le dispositif de sécurité autour de la base opérationnelle temporaire de Am-Dafock afin de protéger physiquement plusieurs milliers de villageois déplacés qui s'y sont rassemblés après avoir fui les violences. La majorité d'entre eux sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. De l'eau est également distribuée.

Les acteurs humanitaires évaluent actuellement les besoins et les ressources disponibles afin de fournir une aide appropriée. La Force a intensifié ses patrouilles, de jour comme de nuit, en coordination avec les Forces armées centrafricaines (FACA).

Nos collègues sur le terrain sont en contact permanent avec les autorités locales et poursuivent le soutien de la Mission aux mécanismes existants -CMOP, CLPR- pour anticiper et désamorcer les conflits ainsi qu'avec les acteurs communautaires afin d'encourager le dialogue entre les communautés.

Dans ce contexte, la radio communautaire, Yata, soutenue par la MINUSCA, joue un rôle crucial en diffusant des messages d'apaisement et de cohésion sociale.

Pour finir, au nom du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Mohamed Ag Ayoya, je réitère l'appel lancé au début de ce mois pour que toutes les écoles encore occupées par des militaires ou des groupes armés retrouvent leur nature strictement civile afin que la rentrée scolaire puisse se tenir normalement pour tous les élèves sur l'ensemble du territoire.

Nos collègues humanitaires nous font savoir que, par exemple, l'école de Mbaïki dans la préfecture du Haut-Mbomou est occupée depuis début juillet, privant ainsi des dizaines d'enfants de leur droit à l'éducation.

Question des journalistes

ACAP (Jonas Bissinguim)

- Je ne sais pas si je ne vous ai pas bien saisie. Vous pouvez revenir sur les circonstances de la disparition des quatre Casques bleus à Damara, s'il vous plaît ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Les circonstances de l'accident de la route tragique survenu mardi dernier, à 35 kilomètres de Damara, sont les suivantes : un convoi de cinq véhicules se rendait de Bangui à Bambari. Ils étaient venus ici à Bangui afin de récupérer des équipements et du matériel, et donc ils repartaient vers leur base de Bambari. Le véhicule, qui se trouvait en queue de convoi, était un véhicule blindé de transport de troupes à bord duquel se trouvaient sept membres d'une unité de police constituée de la République du Congo. Juste avant de franchir un pont, cet engin blindé est tombé dans la rivière Ombella. Donc, voilà les circonstances de l'accident.

Dès que nous avons eu connaissance de l'accident, nous nous sommes mobilisés. Comme je vous l'ai dit dans le propos liminaire, toutes les composantes de la Mission se sont mobilisées, qu'il s'agisse de la police, de la Force, des ingénieurs civils, afin de porter secours aux collègues disparus. J'ai oublié de mentionner que juste après l'accident, deux Casques bleus avaient pu s'extraire du véhicule et en sortir. C'est la raison pour laquelle on a deux blessés, mais cinq n'ont pas eu cette même fortune. Dès que nous avons eu connaissance de l'accident, la Mission a déployé des moyens importants depuis ici à Bangui. Nous avons également fait appel à des plongeurs professionnels qui sont venus du Cameroun, mais surtout, et nous ne cesserons jamais de le répéter, nous avons reçu spontanément, immédiatement, un soutien incroyable de la part des communautés locales et notamment des pêcheurs et des piroguiers qui connaissent très bien l'environnement et dont le rôle a été vraiment capital pour retrouver les quatre corps des collègues disparus.

Question des journalistes

Radio Ndeke Luka (Ahmid Tidiani)

- J'ai deux questions. La première concerne toujours la Vakaga. Par rapport à la situation qui prévaut en ce moment, nous avons appris que les ravisseurs ont kidnappé six personnes et jusqu'à l'heure, on ne sait pas encore : est-ce que ces six personnes seront libérées ou pas. Que compte faire la MINUSCA pour remédier à ce problème ? Ça, c'est la première question.
- La deuxième question, ça concerne également le kidnapping d'un capitaine des FACA. Ça, c'est dans le Bamingui-Bangoran. Jusqu'à l'heure, les ravisseurs ont exigé une somme de 30 millions. Maintenant, la situation devient de plus en plus critique. Que compte faire également la MINUSCA allant dans ce sens pour libérer ce dernier, parce qu'ils travaillent en commun accord avec l'Autorité nationale des élections. Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Dans les deux cas, je n'ai pas les circonstances. En tout cas pour la Vakaga, j'ai parlé encore ce matin avec mon collègue, chef du bureau de terrain de Birao, et il ne m'a pas fait état de ce dernier développement. Oui, vous l'avez dit vous-même, on observe, de plus en plus, des actes de criminalité, des kidnappings avec des demandes de rançon. Nous sommes préoccupés évidemment par ces développements mais je vous rappelle que la mission de la MINUSCA est de venir en premier lieu, la tâche prioritaire de son mandat, est de venir en premier lieu en soutien aux populations civiles qui vivent sous la menace de violences physiques, qui sont menacées, notamment par des groupes armés. Évidemment, nous ferons tout ce qu'il est possible de faire pour soutenir les Forces de défense et de sécurité centrafricaines, mais auxquelles revient en premier lieu la gestion de ces histoires de banditisme et de demandes de rançon.

Question des journalistes

Radio Guira FM (Ines Laure Ngoppo)

- Tout à l'heure, en parlant de la situation à Am-Dafock, dans la Vakaga, justement à propos des personnes regroupées autour de la base de la MINUSCA, vous dites que les humanitaires vont évaluer les besoins et les ressources pour leur venir en aide. Quand est-ce que cela sera vraiment effectif ?
- Et la deuxième question à propos des quatre Casques bleus de la MINUSCA qui ont perdu la vie suite à l'accident survenu récemment dans l'Ombella, peut-on savoir si leur corps seront rapatriés ou bien ça sera après la cérémonie d'hommage qui est en train d'être organisée actuellement à Bambari ? Et quel est l'état d'esprit du contingent congolais en ce moment. Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Concernant Am-Dafock, comme je l'ai indiqué, il est prévu qu'il y ait une mission conjointe sur le terrain pour pouvoir évaluer plus précisément la situation. La route entre Birao et Am-Dafock est vraiment très très mauvaise avec cette saison des pluies. Donc, nous sommes dépendants des mauvaises conditions de la route, mais il est vraiment prévu d'y aller le plus rapidement possible parce qu'il est vraiment urgent de pouvoir faire une évaluation. Je sais que les collègues humanitaires ont prépositionné des soutiens à Birao, notamment de la nourriture, pour apporter aux personnes déplacées. Maintenant, le défi auquel nous faisons tous face est celui de la praticabilité de la route entre Birao et Am-Dafock.

Concernant les Casques bleus, les quatre Casques bleus, dont les corps ont été retrouvés, ont été rapatriés immédiatement de lieu de l'accident vers ici, à Bangui. Et ensuite, selon les procédures internes des Nations Unies, ils vont aller à Entebbe, en Ouganda, avant de pouvoir rejoindre leur pays. L'état d'esprit, je crois qu'on est tous sous le choc et tous empreints d'une grande émotion depuis la survenue de cet accident.

Question des journalistes

Le Langage (Gabriel Rhopo Mbrennga)

- En termes de bilan des Casques Bleus qui ont perdu la vie au cours de leur mission en Centrafrique, j'ai essayé de recouper, ça dépasse déjà 70. Aujourd'hui, avec les cinq autres, quelles dispositions la MINUSCA a prises pour éviter que ce genre d'accidents ne se reproduise, même si on ne peut pas éviter que les accidents arrivent ou alors, au cours d'accrochage qu'un Casque bleu soit tombé. Que fait la MINUSCA pour éviter que ce genre d'incident ne se reproduise plus ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Non seulement la MINUSCA fait quelque chose, mais c'est une question qui est prise très au sérieux par le département des opérations de paix à New York, parce que c'est une question qui concerne non seulement la MINUSCA, mais aussi l'ensemble des opérations de maintien de la paix. Il existe un plan qui s'appelle l'Action pour le maintien de la paix, qui est plus connu sous le nom de son acronyme anglais, « Action for Peacekeeping » et l'un des grands volets de ce plan est celui de l'amélioration de la sûreté et sécurité des Casques bleus. Ici même, dans cette mission, il y a quelques semaines, sur plusieurs jours, une réunion s'était tenue pour identifier la meilleure manière de pouvoir continuer à améliorer la sécurité et la sûreté des Casques bleus.

Il ne vous aura pas échappé non plus que le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a faite [suite à l'accident], a bien mentionné que les Casques bleus opèrent dans des environnements très difficiles. Donc, il ne faut pas aussi perdre de vue qu'évoluer dans un contexte de maintien de la paix ou de stabilisation, c'est évoluer dans des contextes difficiles.

Question des journalistes

L'Agora (Melchisédech Emmanuel Bao)

- L'une des questions qui fait débat sur les réseaux sociaux ces derniers temps, c'est la construction d'un commissariat du neuvième arrondissement [à Bangui]. Ladite construction s'élève à 48 millions [FCFA]. Et cette dépense soulève un nombre de problématiques. Certains saluent le geste que fait la MINUSCA, d'autres battent en brèche ce que la MINUSCA a eu à faire en soulevant la problématique suivante : comment peut-on justifier un tel montant pour un bâtiment modeste sans clôture, ni pavage devant la devanture ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Écoutez, je n'ai pas le détail du budget de la construction et de l'équipement de ce commissariat. Il a été construit, mais il est équipé aussi à l'intérieur. Quand nous construisons des bâtiments, nous ne les livrons pas vides parce qu'à quoi bon livrer un bâtiment avec seulement des murs, des portes et des fenêtres, si les personnes qui sont amenées à travailler dans ce bâtiment n'ont pas de bureau, n'ont pas d'électricité ou n'ont pas un accès à l'informatique ?

Vous le savez, la construction de commissariats, la construction de mairies, la construction de préfectures, de tribunaux et l'équipement, tout cela entre dans le cadre du soutien de la MINUSCA à l'extension de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine. L'extension de l'autorité de l'État, cela signifie que dans chaque localité de la République centrafricaine, les Centrafricaines et les Centrafricains peuvent avoir accès à tous les services auxquels ils peuvent avoir recours, que ce soit la mairie pour l'État civil, le commissariat pour porter les plaintes, le tribunal pour les jugements et pour mettre fin à l'impunité. Donc, je ne vais pas, à cette tribune, entrer dans cette polémique et permettez-moi de voir une contribution réelle pour l'extension de l'autorité de l'État en République centrafricaine, ce qui fait partie du mandat de la MINUSCA.

Question des journalistes

Radio Centrafrique (Prince Edouard Goyema)

- J'ai trois questions. La première, tout le monde sait que la MINUSCA soutient le Gouvernement dans l'organisation des échéances qui se pointent à l'horizon. Alors, si vous pouvez confirmer que les Nations Unies éprouvent des difficultés financières ? Ça, c'est la première question.
- La seconde, si oui, quelles sont les raisons ou bien qu'est-ce qui est décidé par l'ONU ?
- La troisième, qui est la dernière, quelles seraient les conséquences sur le fonctionnement de cette organisation ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

La Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Valentine Rugwabiza, a rencontré hier le Premier ministre et elle a tenu un rapide point de presse à la sortie de cette rencontre et elle a rappelé lors du point de presse, mais non seulement lors du point de presse, mais surtout lors de sa rencontre avec le Premier ministre, qu'évidemment, conformément à son mandat, la MINUSCA poursuit son soutien au processus électoral en cours, en soulignant le rôle important des élections locales qui sont une composante intégrale de la mise en œuvre de l'Accord de paix.

Vous avez fait allusion à des difficultés financières et ce qui est décidé par l'ONU. Nous ne l'avons pas caché. Effectivement, l'ensemble des missions de maintien de la paix font face actuellement à une pression financière croissante. Il y a des retards dans les versements des contributions obligatoires de nos États membres et cela conduit les missions à établir des plans de contingence au cas, et je dis bien au cas, où il y aurait la persistance du non-paiement ou du non-paiement partiel des contributions. Donc, c'est une situation qui est suivie de près et non seulement suivie, mais gérée par le siège des Nations Unies, par le Secrétaire général lui-même.

C'est la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale actuellement. C'est aussi l'occasion de faire du plaidoyer et de rappeler combien les opérations de maintien de la paix ont un impact significatif et que partout où elles

opèrent, elles contribuent à la stabilisation et au retour de la paix, nous en avons l'exemple ici en République centrafricaine.

Quelles seront les conséquences pour en revenir à votre troisième question ? Pour l'instant, rien n'a été décidé, donc il est difficile de pouvoir parler des conséquences, mais il est évident que si ces plans de contingence devaient être mis en œuvre, cela devrait nous amener à prioriser davantage les activités que nous mettons en œuvre. Et tout cela en accord évidemment avec le siège des Nations Unies et avec le Conseil de sécurité qui nous donne notre mandat.

Question des journalistes

Radio Lengo Songo (Cyril Rondal Wengue Nidi)

- Tout à l'heure, vous avez parlé de l'occupation des écoles. Si vous pourriez nous rappeler un peu en chiffres, aujourd'hui, quelles sont les écoles qui sont encore sous occupation des groupes armés en République centrafricaine ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Les chiffres sont difficiles à obtenir. J'avais cet exemple pour la préfecture du Haut-Mbomou. Il y a d'autres écoles. Je n'ai pas les chiffres consolidés. Je vais revoir avec mes collègues à la fois ici, au sein de la Mission, mais aussi l'UNICEF et aussi les unités en charge de ces occupations d'école ici, au Ministère de l'éducation. Mais il y a encore trop d'écoles. Mais même s'il n'y en a qu'une, c'est une de trop. On ne peut pas priver un enfant de son droit à l'éducation.

Le message que j'ai envie de faire passer, c'est aussi la raison, vous allez dire que je m'en sors par une pirouette, mais c'est aussi la raison pour laquelle je ne suis pas entrée dans les détails en donnant une liste exhaustive de toutes les écoles, parce qu'une seule école, c'est une école de trop. C'est une situation qui a un peu traîné cet été et puis maintenant, c'est la rentrée des classes. Et aussi, ça crée un sentiment d'inégalité entre les enfants qui peuvent aller à l'école et ceux qui ne peuvent pas. Et donc, l'occasion de réitérer l'appel pour que les écoles retrouvent leur véritable nature.

Question des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Boute)

- Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères condoléances à l'endroit de la Mission onusienne ainsi qu'aux familles des Casques bleus disparus. Ma question, je voudrais revenir un peu sur le soutien de la MINUSCA au processus électoral. Je crois que la MINUSCA veille à ce que les élections se tiennent d'une manière inclusive. Alors, le Gouvernement a lancé un dialogue avec les opposants du BRDC. Les élections approchent, nous courons après le temps, mais le dialogue se traîne encore. Je ne sais pas, est-ce que le dialogue va se tenir avant les élections ou après les élections ? Selon les opposants, il y a un certain nombre de points qu'ils doivent d'abord débattre avec le Gouvernement avant qu'ils puissent participer aux élections. Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous vous souvenez début septembre, lorsqu'il y a eu l'annonce, lorsque nous avons tous appris qu'il y avait eu cette première réunion de dialogue entre les autorités centrafricaines et les partis de l'opposition représentés par le BRDC, nous avons salué ce dialogue. Ce dialogue en faveur duquel nous n'avons cessé de plaider depuis de nombreux mois et de nombreuses années dans le cadre de nos engagements, dans le cadre de ce qu'on appelle les bons offices de la Mission, parce qu'il est de l'intérêt de tous que toutes les parties prenantes à ce processus puissent se parler afin de garantir un environnement apaisé et transparent au fur et à mesure où on va avancer vers la date des élections. Nous continuons à rencontrer l'ensemble des parties prenantes, la majorité, l'opposition, la société civile, les autorités et c'est le message que nous continuons à véhiculer aux uns et aux autres.

Question des journalistes

ACAP (Jonas Bissinguim)

- Je reviens encore une fois de plus pour une préoccupation. Autre temps, la MINUSCA distribuait de l'eau et il y avait les patrouilles dans les quartiers, un peu partout. Mais aujourd'hui, on ne voit plus ça. La MINUSCA est en train de s'enfoncer un peu ou bien cela est dû à quoi ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Nous ne nous enfonçons pas, nous sommes bien debout et j'en suis la preuve. La MINUSCA a un mandat et effectue les tâches en fonction de son mandat et des priorités qui évoluent au fil des ans. Nos priorités à l'heure actuelle, au moment où je vous parle, c'est le processus électoral et c'est la mise en œuvre de l'accord de paix, notamment par les opérations de désarmement et de démobilisation. Et évidemment, avec la protection des civils qui est transversale à tout cela. Je l'ai mentionné lors d'une de mes réponses précédentes. Nous ne cachons pas qu'il y a une crise de liquidité qui touche l'ensemble des Nations Unies en général, et plus particulièrement les opérations de maintien de la paix, dont fait partie la MINUSCA. Ce qui signifie que nous devons vraiment veiller scrupuleusement à investir nos efforts et nos moyens dans nos priorités pour pouvoir continuer à avoir un impact et à faire la différence sur le terrain. Donc, cela est lié à ce que vous avez pu constater.

Il y a beaucoup de facteurs. Le premier, c'est la mise en œuvre des priorités du mandat, deuxièmement, cette crise de liquidité qui nous oblige à nous concentrer davantage sur ces priorités. Et puis aussi, le troisième volet, c'est celui, au fur et à mesure de notre présence ici et en vertu de l'amélioration de la situation sécuritaire, de la transition qui est en train de se dessiner entre une mission purement de soutien à un pays qui aspire à pouvoir voler de ses propres ailes et mettre en œuvre ses plans de développement.

Question des journalistes

Le Langage (Gabriel Rhopo Mbrenge)

- Je voudrais revenir sur le processus électoral. Les élections sont un processus très décisif pour la vie de la nation. Dernièrement, les leaders de BRDC ont accusé la MINUSCA de partialité. Je voudrais savoir où en est la MINUSCA dans ses relations avec l'opposition démocratique ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je pense avoir répondu indirectement à votre question en vous disant que dans le cadre des bons offices menés par la MINUSCA, nous parlons à l'ensemble des parties prenantes au processus politique et, parmi ces parties prenantes, il y a les partis d'opposition. Nous sommes en contact régulier avec les partis d'opposition, comme nous le sommes avec les partis de la majorité, comme nous le sommes avec la société civile et comme nous le sommes avec les autorités centrafricaines.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.